



QUELLE GESTION DE LA RESSOURCE EN AU POUR DEMAIN ?

Les enjeux liés à l'eau sont particulièrement mis en lumière actuellement par les menaces de sécheresse récurrentes et l'actualité récente à Sainte Soline. Ces problématiques ne peuvent que s'aggraver dans les décennies à venir.

Ce café-citoyen permettra de nous interroger sur les moyens d'agir, pour sortir des logiques habituelles et anticiper des modes de fonctionnement sobres en eau et respectueux du vivant.



Quelques éléments qui pourront être approfondis pendant cette soirée :

L'eau douce est une ressource rare dont la répartition à la surface du globe est très inégale. On estime que 2,1 milliards de personnes sont en stress hydrique sur notre planète. De plus, elle est aujourd'hui considérée comme une valeur financière sur laquelle on peut spéculer et très souvent accaparée au profit de quelques-uns.

La santé des populations et des écosystèmes est menacée par la pollution des océans, des cours d'eau, et nappes phréatiques. L'eau insalubre est l'une des premières causes de mortalité au monde (2,6 millions de personnes meurent chaque année de choléra, dysenterie ou fièvre typhoïde).

Selon une étude du Stockholm Resilience Center, la sixième limite planétaire vient d'être franchie : celle du cycle de l'eau douce. Le changement climatique accélère le grand cycle de l'eau, l'augmentation des températures renforçant le processus d'évapotranspiration. Ce cycle essentiel à la vie sur terre est aussi gravement perturbé par la déforestation, la dégradation et l'érosion des sols, la pollution atmosphérique, etc...

L'eau prélevée dans la nature par les activités humaines se répartit en 10% pour les consommations domestiques et 90% pour les besoins agricoles et industriels. Repenser nos consommations en eau devient urgent puisqu'on estime que d'ici 2030, il manquera à l'humanité 40% de l'eau dont elle aura besoin.

L'eau est donc ce bien commun irremplaçable, qu'il va falloir économiser et répartir équitablement. Sa tarification sera un levier essentiel pour mettre en place une gestion raisonnée nécessaire à la transition écologique.